



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 51 – 25 février 2022

Faits saillants

- La place bancaire helvétique secouée par la fuite des « Suisse Secrets » ciblant Crédit Suisse.
- Le franc suisse conforté dans son rôle de devise refuge face aux incertitudes liées au conflit russo-ukrainien.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 25/02	Var. vs 18/02
EUR/CHF	1,0357	-1,06%
USD/CHF	0,9264	+0,63%
SMI	11 854.54	-2,03%
Taux 10a	0,257	+0,5pb

Covid-19

Situation sanitaire de la Suisse et du Liechtenstein, le 25 février à 13h :

Evolution de l'épidémie du 18/02 au 24/02	Vaccination au 25/02 (part de la population suisse totale)
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Moyenne des nouveaux cas sur 7 jours : 160 cas / 100 000 habitants ➤ Le nombre d'hospitalisations sur 7 jours a baissé de -7,6% 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Primo-vaccination : 70,1% ➤ Deux doses : 68,9% ➤ Dose de rappel : 41,4%

Source : Office fédéral de la santé publique

Mesures de soutien économique : Le Conseil fédéral a ouvert cette semaine la procédure de consultation afin de prolonger jusqu'à fin décembre 2022 la prise en charge d'une partie des coûts non couverts des organisateurs des manifestations publiques d'importance supracantonale prévues entre le 1^{er} juin 2021 et le 31 décembre 2022 ayant dû être annulées ou reportées en raison de la pandémie de Covid-19.

Economie

Crise ukrainienne : En réaction à la forte hausse du cours des matières premières ce jeudi, le prix du baril de pétrole ayant atteint un pic de 104 USD, l'énergéticien Alpiq a mis en garde contre de potentielles turbulences sur le marché suisse. Par ailleurs, le climat d'incertitude oriente les investisseurs vers des valeurs refuges comme l'or, le yen ou le franc suisse, ce dernier s'étant affermi de façon significative par rapport à l'euro ces derniers jours (-1,86% du 18/02 au 24/02), tout en restant stable par rapport au dollar (-0,1% du 18/02 au 24/02).

G20 : Le conseiller fédéral en charge des Finances, Ueli Maurer, et le président de la Banque nationale suisse, Thomas Jordan, ont assisté les 17 et 18 février (avant donc l'opération de la Russie) à la réunion des ministres des finances et des présidents des banques centrales des pays du G20. Les discussions ont principalement porté sur la conjoncture mondiale avec un focus sur la hausse du prix de l'énergie et de l'inflation. Les membres ont aussi

réaffirmé la nécessité de finaliser rapidement la réforme de l'OCDE sur la fiscalité des multinationales et d'approvisionner les pays en développement en quantité suffisante de vaccins contre la Covid-19.

Emploi : Au 4^e trimestre 2021, le taux d'emploi total a crû de manière significative (+1,9 %) par rapport au 4^e trimestre 2020. La Suisse compte désormais 5,2 M d'actifs occupés, un niveau d'emploi jamais encore atteint. Ces statistiques témoignent d'une forte confiance à l'égard des perspectives économiques.

Secteur financier

« Suisse Secrets » : D'après l'enquête « Suisse Secrets » menée par un consortium de médias internationaux sur la pratique du secret bancaire au sein de Credit suisse entre 1940 et 2015, la banque aurait accueilli jusqu'au milieu des années 2010 des avoirs d'origines illicites à hauteur de 100 Mds USD. Bien que la banque ait démenti ces allégations, l'affaire entame encore son capital confiance et écorne à nouveau l'image du pays. Alors que le groupe majoritaire au Parlement européen -le Parti populaire européen- a appelé la Commission à classer la Suisse sur la liste des « zones à haut risque » en matière de blanchiment, la place financière (association des banquiers, fondation Genève Place Financière) a regretté que l'évolution en matière de lutte anti-blanchiment et d'échange automatique de renseignements fiscaux ne soit pas mentionnée. De fait, la loi FACTA et l'engagement de la Suisse à mettre un terme au secret bancaire s'agissant des transactions transfrontalières dans le cadre des pratiques d'échanges d'informations fiscales de l'OCDE, ont eu pour effet de nettement réduire les flux d'origine douteuse à partir du milieu des années 2010. A noter qu'aucun média national n'a participé à l'enquête du fait de l'article 47 de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne qui soumet à des sanctions pénales la publication de fuites de données bancaires. Hasard du calendrier, le ministère public de la Confédération a requis cette semaine une amende de 5 M CHF contre Credit suisse dans le cadre d'un procès de blanchiment d'argent d'un réseau de trafiquants bulgares.

Filiale UBS : N'ayant pas fait appel de sa condamnation par la Cour d'appel de Paris le 13 décembre 2021 qui la reconnaissait coupable de complicité de démarchage illicite, la filiale française d'UBS s'est acquittée de l'amende prononcée de 1,875 M EUR.

Secteurs non financiers

Relations Suisse-UE : La conseillère fédérale chargée de l'Environnement, des Transports, de l'Energie et de la Communication, Simonetta Sommaruga, a participé à la réunion informelle des ministres européens des transports les 21 et 22 février à Paris consacrée au développement des infrastructures transeuropéennes de transport et à la décarbonation. Au cours de cette réunion, la conseillère fédérale a notamment annoncé que la Suisse soutiendrait la nouvelle liaison ferroviaire EuroAirport Bâle-Mulhouse-Freiburg.

Transport : Le Conseil fédéral a mis en consultation plusieurs amendements pour adapter le droit suisse en matière de transport routier au droit de l'UE. Prévue par l'accord sur les transports terrestres entre la Suisse et l'UE, cette transposition permettrait d'assurer une concurrence équitable entre les entreprises de transport routier international tout en renforçant la coopération de la Suisse avec les Etats membres de l'UE.

Energie : Après avoir réalisé un bénéfice de +110 M CHF en 2020, la compagnie d'électricité nationale Alpiq a enregistré une perte nette de -271 M CHF en 2021. L'arrêt prolongé de la centrale nucléaire de Leibstadt aurait largement pénalisé la production de l'entreprise, qui a dû importer de l'électricité à des tarifs plus élevés.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Gilles BORDES
Mathilde HEITZ, Pierre-Antoine CADORET, Meriam JAWAD

Pour s'abonner :

berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
Crédits visuel : Pixabay